



27 mars 2017 N° 25 année 7

## MEETING ANTICAPITALISTE



**Mercredi 29 mars 20 h 30**  
**Manufacture des Tabacs**

Venez écouter Philippe Poutou  
loin des politiciens professionnels,  
la voix des sans voix,

**Candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste**

**Un ouvrier pour la rupture  
avec le capitalisme**

## ATELIER MARXISTE ETINCELLE



**Judi 29 mars 17 h**  
(Guist'hau)

**Vendredi 30 mars 17 h**  
(fac de Sciences)

La période électorale suscite des discussions, que l'on vote ou pas d'ailleurs. Échanger, diffuser les idées révolutionnaires, c'est bien sûr poser les jalons pour l'avenir. Dans un format différent des cours, des vidéos, ces ateliers visent à préparer l'intervention. Comment organiser une discussion dans sa classe, son quartier, ou discrètement avec ses collègues de travail ? Ils ont pour but d'armer les camarades et sympathisants. La tâche centrale, qu'il est possible d'exploiter pendant la campagne, est de regrouper les minorités militantes qui refusent de se soumettre. Et ainsi poser les bases d'un plan de travail : lutter, étudier, organiser.

Premier atelier : face à la désorientation d'une part importante des milieux populaires et de la jeunesse, les arguments des révolutionnaires contre le racisme d'état et le Front National

# La Guyane s'embrase et montre la voie !



L'élection présidentielle laisse rarement la part aux confettis de l'ancien empire colonial français, ce qu'on appelle pudiquement les territoires d'outre-mer. Et à l'heure du numérique il en a fallu du temps pour l'on commence à relayer ici un véritable climat de révolte.

### UNE CRISE LARVÉE

Que se passe-t-il en Guyane ? Eh bien la même chose qu'ici mais en pire bien sûr héritage colonial oblige ! La pauvreté et le chômage sont immenses, les carences des services publics sont l'image du merveilleux développement à la française.

La nouveauté vient du fait qu'une part significative de la jeunesse s'est lancée dans l'action, entraînant derrière elle d'autres secteurs des milieux populaires, des agriculteurs et des travailleurs des villes. Un site révolutionnaire a regroupé les témoignages et les informations voici des extraits pour donner une idée de l'ambiance ce week-end.

« Les jeunes de Guyane en ont marre qu'on les promène de discussion en promesse, qu'on les condamne à la misère et au chômage, qu'on ne fasse que les réprimer... Ils se sont organisés en association des 500 Frères, en collectif des Toukans, et entendent ne plus être dédaignés et trompés !!!

Et leur mouvement est lié à un vaste mouvement social tous azimuts des travailleurs et milieux populaires de Guyane.

Le collectif des Toukans et les grévistes d'EDF se sont

retrouvés à Kourou, hier, pour bloquer le rond-point du CSG. Leurs revendications ne sont pas les mêmes mais ils font front commun.

Ils ne s'étaient pas donné rendez-vous. Pas même concertés. Ils se sont pour tant retrouvés hier à l'aube au rond-point du Centre spatial guyanais, à Kourou, avec un même objectif : empêcher les véhicules d'accéder au site. Pour le collectif des Toukans comme pour les grévistes d'EDF Guyane, cet endroit est hautement stratégique. « Le Centre spatial fait partie du conseil d'administration du CMCK (centre médico-chirurgical de Kourou). Or, le Cnes a vendu l'hôpital à la Croix-Rouge à l'euro symbolique avec les conséquences que l'on connaît », souligne José Mariéma, le porte-parole du collectif.

Des mesures concrètes très loin des préoccupations des Toukans, engagés dans deux batailles d'importance : l'avenir du centre médico-chirurgical de Kourou et les problèmes d'insécurité dans la ville. « On veut d'une part que le CMCK devienne un établissement public de santé, indique José Mariéma. Et d'autre part, que l'État prenne ses responsabilités pour assurer la sécurité à Kourou. Ici, les gens ont peur, ils n'osent plus sortir. Les vols sont répétitifs dans les commerces. On dit stop à tout ça. Et on réclame un commissariat de police. » Si les revendications sont propres à chacun, la détermination est la même chez tous les manifestants. « On ira jusqu'au bout, on ne bougera pas d'ici tant qu'on n'aura

pas obtenu satisfaction », assènent en chœur les deux porte-paroles. Hier soir, les Toukans ont campé sur place. Ils espéraient être rejoints par les Iguanes de l'Ouest et les 500 Frères. Mais ces derniers étaient réunis avec la population à Cayenne.

Agents d'EDF, sous-traitants de la base spatiale, transporteurs, agriculteurs, chauffeurs de bus de l'Agglo, agents de la CAF et employés du centre médico-chirurgical. De toutes parts, les conflits sociaux se multiplient. Avec deux satisfactions pour la population. D'abord, comme annoncé par l'UTG l'électricité n'a pas été coupée. Ensuite, les stations-service fonctionnent, contrairement à ce qu'annoncent les réseaux sociaux.

### UN MOUVEMENT POPULAIRE

Manifestation des transporteurs, des agriculteurs... d'autres mouvements sociaux avaient lieu simultanément hier. Les préavis de grève, eux, continuent de tomber.

L'Union guyanaise des transports routiers (UGTR) a bloqué l'entrée du Grand Port maritime hier. Elle dénonce l'arrivée sur le port de trois camions-toupies destinés à travailler sur le chantier d'Ariane-6. Selon Dominique Mangal, président de l'UGTR, un deal avait été conclu avec le centre spatial au moment de l'octroi du marché à Eiffage, le groupe européen de la construction et de la concession. « Le fait d'avoir octroyé la seconde phase du chantier d'Ariane-6 à Eiffage, nous les transporteurs

locaux, ça nous a mis au chômage, explique-t-il. On a accepté la concurrence mais on a demandé au CSG de ne pas faire venir de camions qui ont la même capacité que les nôtres. » Aujourd'hui, cet accord ne serait pas respecté. Le mouvement initié par l'UGTR n'a pas de lien avec la grève des salariés d'Endel.

Des agriculteurs étaient réunis, hier, devant l'Agence de service et de paiement, route de Baduel. Ils ont exprimé leurs revendications dont le paiement immédiat de l'ensemble des mesures du programme de développement rural de Guyane (PDRG), la suppression du besoin de l'assurance maladie des exploitants agricoles pour l'obtention de la dotation jeune agriculteur, le rétablissement de la cession de créances, et le versement des aides en retard... Les agriculteurs ont rencontré le préfet Martin Jaeger. N'ayant pas été satisfaits par cet échange, ils entendent durcir le mouvement aujourd'hui.

Aujourd'hui, le syndicat UTG de la Caisse d'allocations familiales (Caf) dépose un cahier de revendications. Il compte douze points « concernant des problématiques de la Caf, plus les problématiques guyanaises défendues par les socioprofessionnels », détaille Xavier Louise-Rose, responsable UTG Caf. Ce cahier de revendications est accompagné d'un préavis de grève pour lundi.

Mais la révolte sociale est tous azimuts : dénonciation des violences, dénonciation de la surexploitation, dénon-



ciation de l'exploitation de la forêt, dénonciation de la situation des anciens esclaves coloniaux, dénonciation des méthodes policières, dénonciation des autorités méprisantes comme au temps des colonies...

Il y a une réponse du gouvernement Hollande-Cazeneuve et c'est... LA RÉPRESSION!!!! Même les élus qui s'imaginaient pouvoir discuter avec les forces de répression se sont fait gazer!!!

La Guyane se caractérise par une forte croissance démographique qui conduira à l'horizon 2030 à un doublement de la population des personnes âgées de moins de 20 ans. Plus de la moitié de la population en âge de travail-

ler n'a aucun diplôme. C'est pourquoi la population jeune est en révolte et commence à s'organiser...

Les autorités ne font rien contre les profiteurs, que ce soit la pollution au mercure causée par les orpailleurs, les

destructions de forêts et les prix de la main d'œuvre, que ce soit la vague de suicides des Amérindiens et on en passe des crimes coloniaux actuels de la France, couverts par le gouvernement de gauche

Hollande-Cazeneuve succédant à Hollande-Valls... ».

**On comprend mieux le silence des médias ici. Une crainte que cela donne des idées?**

## Une guerre contre la justice

Une nuit comme tant d'autres à Manille; nuit noire et froide, rythmée par les chocs funèbres de la pluie battant le pavé du bidonville. Il est tout juste 1 heure du matin quand soudain, déchirant le silence un coup de feu retentit suivi de cris désespérés. Puis le hurlement d'une moto fuyant à toute allure. Au détour d'une rue un homme inanimé, la face écrasée sur le sol, se vide lentement de son sang que la pluie fait ruisseler vers un égout non loin de là. Le regard effaré de la foule se pose sur une petite pancarte, posée contre le corps du jeune abattu, affichant en lettres noires : « Je suis un dealer ». Cette nuit-là, il y eut 34 meurtres identiques — tous resteront impunis.

Et pour cause, ces assassinats forment la véritable colonne vertébrale de la politique systématique de lutte contre la drogue aux Philippines

depuis l'élection en juin 2016 de Rodrigo Duterte à la tête du pays sur sa promesse de conduire une « guerre contre le trafic de drogue », afin de rendre sûre l'île de 100 millions d'habitants gangrenée par le crime. Or, pour l'homme il semble que la fin justifie les moyens. Durant sa campagne il a affirmé vouloir éradiquer le narco-traffic dans les 6 premiers mois en tuant 100 000 criminels qu'il ferait « jeter dans la baie de Manille » — entre autres.

Il ne s'agit plus de promesses absurdes et folles : entre juin 2016 et le 21 janvier 2017, plus de 7000 meurtres extrajudiciaires de personnes impliquées de près ou de loin dans la drogue ont eu lieu, selon le rapport d'Amnesty International publié le 31 janvier dernier. Le dossier est accessible en ligne, sur le site d'Amnesty (<https://www.amnesty.org/fr/documents/asa35/5517/2017/fr/>), où

il est détaillé l'organisation morbide de cette lutte contre la drogue.

Ces homicides systématiques et terriblement bien organisés, perpétrés par miliciens, justiciers privés et policiers sont non seulement encouragés par les autorités et les commentaires sulfureux de Duterte, mais aussi d'après l'enquête de l'association, « payés par personne tuée [...] jusqu'à 300 dollars pour chaque dealer ou consommateur présumés ». Rien d'étonnant donc à ce qu'aucun tueur n'ait été condamné pour de telles actions, émanant indirectement par l'État lui-même. Quelle justice? Quelle justice est possible lorsque les familles des victimes sont menacées afin de les contraindre à renoncer à toute plainte? Quelle justice quand seuls les petits dealers sont visés et les grands barons laissés libres? Quelle justice quand la seule pré-



sence de l'affiche « Je suis un dealer » sur les lieux du crime suffit à amnistier le coupable? Désormais Duterte s'attaque à ses opposants politiques, comme la sénatrice Leila de Lima arrêtée le 24 février puis emprisonnée, accusée

d'avoir protégé des barons de la drogue... La prétendue guerre contre la drogue n'est qu'un écran de fumée cachant une véritable « guerre contre la justice », selon les dires de Marcos Baja, père d'Ulyses

Baja, assassiné par la police à Cebu.

Plus de 80 % des Philippines approuvent la politique de Duterte.

## Le fléau des ventes d'armes dans le monde



Chaque jour, des atrocités sont commises grâce à l'utilisation des armes. Il s'agit là d'un vrai commerce qui n'est pas encadré. Les armes circulent dans le monde entier, et pas seulement dans les zones de conflits mais aussi des lieux dits « pacifiés ». Cette prolifération est une cause majeure de la violence dans le monde. Malgré l'opacité qui règne derrière ce marché, des informations peuvent être dégagées pour y voir plus clair : les ventes d'armes ont progressé de 8,4 % au cours de la période 2012-2016 comparée aux cinq années précédentes (2007-2011) d'après l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). À titre de comparaison, on peut dire que les ventes d'armes dans le monde ont retrouvé

leur niveau de la fin de la guerre froide. Comment expliquer un tel regain de vitalité autour du marché des armes? Les États augmentent le budget consacré aux dépenses militaires. Par exemple, la Chine ne cesse d'accroître l'importance du budget dédié à l'armement. Les exportations restent dominées par les États-Unis, qui vendent leurs armements dans plus de cent pays. Leur influence a même augmenté passant de 30 % à 33 % du marché. La Russie, numéro deux, demeure quasi stable avec 23 % de part de marché mais compte moitié moins de pays clients que le leader américain. Derrière le trio de tête (États-Unis, Russie, Chine) arrive en peloton serré un groupe formé par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Quant

aux pays du Golfe, ils ont continué de s'équiper dans un contexte marqué par les conflits au Yémen, en Syrie et les tensions avec l'Iran. Le marché des armes est essentiellement dans les mains du secteur privé avec l'appui et la collaboration des États. Des entreprises les conçoivent et les fabriquent, puis des courtiers ou des négociants les vendent. Ce commerce très juteux, comme en témoigne leur soif de profit, a longtemps échappé à toute règle et à tout contrôle. Les enjeux du marché de l'armement sont immenses. Pouvons-nous nous permettre de laisser un tel danger dans les mains des capitalistes et des dirigeants sans aucun contrôle démocratique?

## Billet d'humeur : Loin de la mascarade « démocratique » les technocrates et leurs maîtres dirigent nos vies!

Dans un mois auront lieu les élections présidentielles, ce vaste théâtre démocratique au nom duquel les médias nous balancent du matin au soir des débats et des scandales à n'en plus finir. Votons, entend-t-on partout, pour décider de notre avenir, prendre nos vies en main! Il n'y a pas plus grand mensonge. Un mensonge bien ficelé néanmoins, il faut bien que nous continuions à légitimer un État en opposition totale avec nos intérêts, que nous continuions

cette magnifique illusion selon laquelle le pouvoir nous appartenant, les élections sont là pour nous permettre de confier ce pouvoir à ceux que nous décidons.

### UNE MINORITÉ QUI PENSE POUR NOUS

Et pourtant il n'en est rien, ces pantins politico-médiatiques ne sont en réalité que la face émergée de l'iceberg, ceux qui opèrent bien sagement aux yeux de tous afin de défendre cette bourgeoisie présente dans chaque

recoin du pouvoir en y plaçant ses technocrates, tout le personnel politique.

Eux sont exactement la partie immergée et pourtant la plus importante, ce sont tous les diplômés des grandes écoles comme l'ENA, ceux qui restent en place quelque soit l'alternance politique, ceux qui prennent les véritables décisions tandis qu'on nous donne l'illusion qu'un Hamon, Mélenchon ou Macron viendra donner le ton grâce à nos bulletins!

### MACRON : L'ESCROQUERIE DE LA « NOUVEAUTÉ »

Mais pas Macron entend-t-on parfois! Il est neuf, il est honnête, donnons-lui sa chance. Et bien Macron parlons en! Il constitue un excellent exemple de ces technocrates habitués aux coulisses du pouvoir, il en a même le profil type. Sorti de l'ENA, il passe de l'inspection des finances à Rothschild grâce à un certain Jouyet (présent dans toutes les sphères du pouvoir depuis les années 90 quelques soit le

gouvernement), puis il intègre la commission Attali qui réunit les patrons du CAC 40 afin de donner de grandes prérogatives aux politiques. Cette commission est à l'origine de la casse du service public, de l'augmentation de l'âge de la retraite, toutes ces prérogatives qui devront être menées sur plusieurs mandats quelles que soient les majorités. Voilà dans quoi évoluait ce « nouveau » candidat venu de nulle part redresser la situation : des arcanes mêmes du pouvoir! Mais qu'on ne s'y trompe pas,

tout ce personnel technocratique n'a qu'une fonction : servir la bourgeoisie qui elle seule décide des grands choix. C'est la bourgeoisie, ces 1 % de super riches, qui payent ces musiciens politiques et qui donc choisissent l'air. Alors n'ayons plus d'illusion, travaillons sur une véritable manière de prendre nos vies en main!